

ECOLO, L'ÉCOLOGIE DE L'ACTION POLITIQUE

TOME 2 : 1987-2004

BENOIT LECHAT † – JONATHAN PIROU



ÉDITIONS ÉTOPIA

**ÉCOLO,
L'ÉCOLOGIE
DE L'ACTION
POLITIQUE**

TOME 2 : 1987-2004

BENOIT LECHAT † - JONATHAN PIRON

*« J'ai plus peur de nos propres erreurs
que des plans de nos ennemis »*

Périclès

TABLE DES MATIÈRES

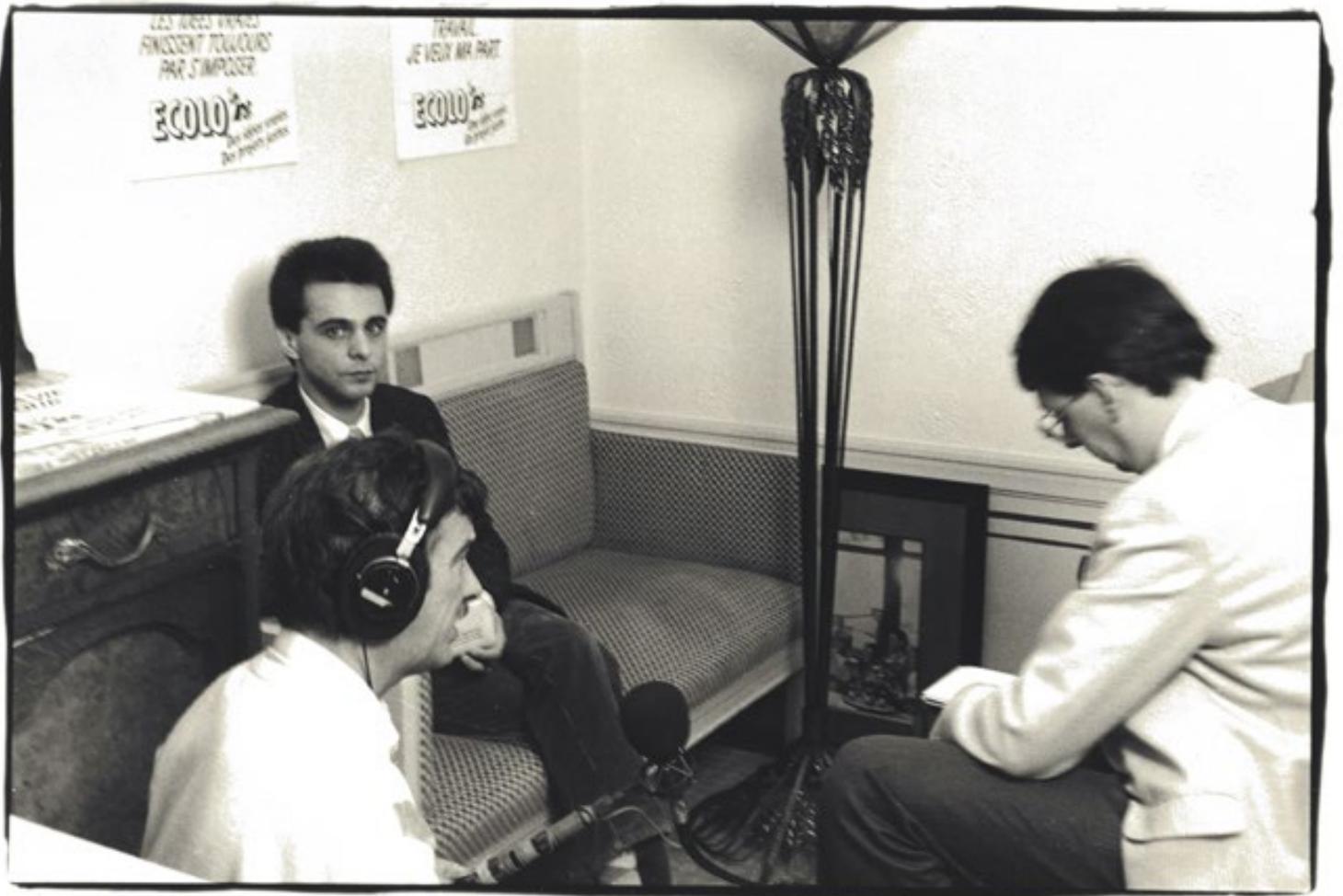
REMERCIEMENTS	10
AVANT-PROPOS , par Isabelle Durant	12
INTRODUCTION	22
PARTIE 3 : LES LIMITES DE L'URGENCE (1987-1999)	34
Prélude aquatique	35
1. Un parti en mutation	40
2. Ecolo dans l'arène politique belge	62
3. La victoire de 1991 et ses suites	80
4. Du fédéralisme intégral au « point d'équilibre » fédéral	96
5. L'écologie en tension progressive avec le « monde vécu »	114
6. L'épreuve des écotaxes	132
7. Ecolo en quête d'identité	150
8. Ouvertures et réinvention	172
9. Ecolo entre partis et victimes. Du dimanche noir aux marches blanches	204
Brève conclusion de la 3 ^e partie : le succès du « gouverner autrement »	222
PARTIE 4 : DANS LA BOITE NOIRE DU POLITIQUE (1999-2004)	224
10. En Belgique comme ailleurs, un contexte nouveau pour les Verts	225
11. « Quand c'est vert, on avance »	236
12. Le système d'action à l'épreuve	268
13. De nouvelles contraintes	290
14. Un vaisseau amiral à la dérive entre divers archipels	306
15. L'émergence de la culture de la gouvernance	328
16. Les transformations d'un pays qui se cherche	348
17. L'écologie dans le système politique belge : les sagas de la mobilité	360
18. L'écologie dans le système politique belge : l'énergie en transition	384
19. En quête du social des écologistes	404
20. Politiques vertes des fonctions collectives : les actions en région et en communauté	418
21. Ecolo, l'Europe et le monde après le 11 septembre	448
22. Le piège des convergences	462
23. Une sortie ratée	480
24. Après la défaite : Cap 2004-2006	504
25. Et pour les grands voisins allemands et français, la même chose ?	510
CONCLUSION GÉNÉRALE : RÉFORMER LE RÉFORMISME VERT	516
BIBLIOGRAPHIE	534

*À Géraldine,
Lola, Jules et Lucien*

À Benoît

CHAPITRE 1

UN PARTI EN MUTATION



Jacky Moraël, durant la campagne électorale de 1987. Ancien élève de José Daras, Moraël, qui n'a alors que 28 ans, va faire émerger une nouvelle manière de communiquer au sein d'Ecolo (Centre d'archives privées Etopia).

En 1987, après les nombreux départs suscités par les désaccords idéologiques et politiques et... par la fatigue de certains de ses mandataires (voir Tome 1), Ecolo apparaît « totalement exsangue¹. » La motion de Neufchâteau-Virton, votée d'extrême justesse en mai 1986, qui précise que « participer au pouvoir [est] un objectif qui peut être valable » a amené le départ de plusieurs militants. La tension est en outre vive avec la régionale de Bruxelles. Cette dernière affirme, dans une motion de synthèse, « ne pas approuver certaines orientations de stratégie politique nouvelle adoptées par la majorité du mouvement qui a soutenu la motion de Neufchâteau-Virton ». Le départ d'Olivier Deleuze illustre le fossé qui s'ouvre. En décembre 1986, au terme d'une patiente négociation, un accord intervient. La régionale de Bruxelles reçoit un statut spécifique (et des moyens supplémentaires) à l'intérieur d'Ecolo. Il s'agit de tenir compte du fait que si la région de Bruxelles-Capitale ne dispose pas encore d'institutions autonomes comme la région wallonne ou la communauté française, sa réalité politique et institutionnelle n'est pas identique. La régionale obtient formellement un droit de veto sur les choix fédéraux qui pourraient avoir des implications sur les matières que la région bruxelloise est appelée à assumer, ainsi que sur le futur statut de cette région². Enfin, une place automatique est désormais réservée à un Bruxellois au sein du secrétariat fédéral.

C'est dans ce contexte instable qu'un nouveau secrétariat fédéral est élu les 13 et 14 décembre 1986. C'est Henri Simons qui y entrera pour les bruxellois, rejoignant Daniel Comblin, Martine Dardenne, Paul Lannoye et Jacky Moraël. Sur le plan extérieur, le parti semble affaibli. Les sondages placent les verts francophones au plus bas, tandis que les finances entrent dans le rouge. Le départ vers le FDF du seul élu européen François Roelants du Vivier, en désaccord sur le montant de la rétrocession de son salaire au parti, ainsi que l'exclusion de Jacques Preumont, suppléant d'Olivier Deleuze, sont des coups durs pour le moral et pour le budget.

Ecolo sort donc meurtri des conflits internes de 1986. L'audit du mouvement, réalisé en octobre de la même année par Gaston Robillard, Pierre Van Roye et Olivier Bribosia est particulièrement cinglant : « Tout

1 PASCAL DELWIT, JEAN-MICHEL DE WAELE, *Ecolo. Les verts en politique*, Bruxelles, De Boeck, 1996, p. 69.

2 BENOIT LECHAT, *Ecolo. La démocratie comme projet. Tome 1 : 1970-1986*, Namur, Etopia, 2014.

est lié. Le manque de moyens financiers est aussi dû au manque de moyens humains, lui-même dépendant de notre lourdeur [...]. Le plus grave est sans doute notre dépendance absolue à l'égard des institutions parlementaires qui est une cause de vulnérabilité : si nous ratons une élection, on risque bien de ne plus parler de nous³ ».

Les élections de décembre 1987 seront difficiles mais le parti sera loin de s'effondrer. Ce qui apparaîtra progressivement, c'est que l'épisode douloureux de 1986 lui a permis de se stabiliser. La démocratie interne a été réinventée et l'horizon politique est maintenant clair. Ecolo entrera même dans une nouvelle vague de succès qui rappelleront ceux des débuts, de 1979 à 1984. Le sursaut de 1987, suivi de la progression aux communales de 1988 et des victoires aux européennes de 1989 et aux législatives de 1991 solidifieront les positions de l'écologie dans le paysage politique belge. Cette grosse lame sera suivie par un ressac en 1994 et 1995, avant le raz de marée historique en 1999. Presque inmanquablement suivis d'une profonde remise en question, ces résultats façonnent la prophétie auto-réalisatrice d'un yo-yo électoral auquel Ecolo semble condamné. Pourtant, c'est oublier que l'introspection fait partie presque naturellement de l'ADN du parti, tiraillé à la fois entre participation et opposition ainsi qu'entre parti et mouvement. La volonté de faire de la politique en dehors de l'histoire institutionnelle belge marquée par la pilarisation renforce ce phénomène de vagues et de ressacs verts. Les années nonante seront fondatrices pour les écologistes et leur structure, dont la professionnalisation et la présidentialisation iront en se renforçant, ce qui fera grincer de nombreuses dents.

Les départs qui ont suivi l'assemblée de Neufchâteau-Virton contribuent à lisser le profil d'Ecolo auprès du public belge francophone. Ils achèvent la consolidation du mouvement dans sa structure interne. La nouvelle équipe de secrétaires fédéraux représente l'équilibre entre les pôles géographiques historiques, tandis que le leadership intuitif de Paul Lannoye s'affirme en leadership formel. Enfin, la définition claire des missions confiées à l'équipe dirigeante parachève la transformation de la démocratie interne d'Ecolo : un régime d'équilibre entre démocratie directe et démocratie de représentation permet de sortir de la paralysie qui risquait de faire

3 *Ecolo info*, supplément au n° 77, octobre 1986, p. 13.

disparaître le mouvement, englué dans la crainte constante d'une oligarchie s'accaparant le pouvoir. Les départs ont permis de consolider le parti, lui permettant de se remettre, petit à petit, en ordre de marche. C'est en ce sens que Paul Lannoye, interrogé en mars 1990 par l'hebdomadaire *Paris-Match*, peut soutenir que le départ de l'extrême gauche en 1986 a renforcé le positionnement responsable d'Ecolo. À la question traditionnelle de savoir si Ecolo serait une pastèque (« verte au dehors et rouge à l'intérieur »), il peut répondre que le cliché avait, peut-être, un petit fond de vérité aux débuts : « C'est vrai que nous avons attiré une certaine frange gauchiste. Mais ils nous ont quittés, parce que leurs motivations n'étaient pas les nôtres. Je pense que nous avons prouvé, par notre sérieux, que cette comparaison, si plaisante qu'elle soit, n'est pas du tout fondée »⁴.

L'ABSORPTION DE SEP

Bousculé en interne par les différents départs qui suivent Neufchâteau-Virton, Ecolo subit en outre des tensions externes avec une diversification de l'offre politique créant une concurrence électorale faible mais politiquement interpellante. Le cas le plus emblématique est celui de l'arrivée, en 1985, d'une nouvelle formation : Solidarité et Participation (SeP).

Créé au lendemain des élections législatives de 1981, d'abord en tant que mouvement, SeP se transforme en parti le 24 mars 1985. C'est une sorte de ballon d'essai, créé par le Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC) en réaction à la « dérive droitière du PSC suite à sa participation au gouvernement Martens-Gol ». Il entend incarner un rassemblement des progressistes en Wallonie⁵. Le tout jeune parti rallie de nombreux sympathisants provenant de l'aile gauche du PSC et de la CSC.

Emmené par le jeune avocat bruxellois Vincent Lurquin, ancien président de l'Assemblée générale des étudiants de Louvain (AGL), SeP se présente comme une alternative souhaitant mettre en avant d'autres enjeux que le socio-économique. Il en va ainsi de l'élargissement de l'espace démocratique,

4 *Paris-Match*, 23-29 mars 1990.

5 COENEN BEERTEN, *Le rassemblement des progressistes : 1944-1976*, p. 232, 244.

de l'autogestion et du dynamisme régional⁶. Bref, autant de sujets portés également par les écologistes.

La nouvelle formation ne parvient cependant pas à percer aux élections législatives de 1985, ne rassemblant que 32.000 voix à la Chambre. Toutefois, bien qu'insuffisants pour obtenir des parlementaires, les scores de SeP sont perçus par Ecolo comme des voix perdues pour les écologistes⁷.

C'est en ce sens que Jacky Moraël, qui cumule la fonction d'attaché parlementaire de José Daras et de secrétaire fédéral, propose de définir, avec les membres de SeP, des convergences. Avec d'autres représentants du parti, il rencontre à Namur les négociateurs de SeP, parmi lesquels figure un certain Marcel Cheron.

Les premières rencontres sont d'abord consacrées à comparer les programmes, mais très rapidement il est convenu que des candidats SeP figureront en bonne place sur les listes Ecolo. Ce sera chose faite en décembre 1987. L'opération est tout au bénéfice d'Ecolo, qui accueille en son sein des cadres bien formés, disposant d'une solide colonne vertébrale idéologique. Mais la raison principale de cette négociation est en fait la disparition d'un concurrent direct sur le marché électoral. En outre, les verts apparaissent désormais moins fermés à l'égard du monde syndical, ce qui n'est pas rien pour une structure encore perçue comme doctrinaire. Vincent Lurquin souligne que cette alliance doit assurer « l'enracinement dans le monde du travail des listes Ecolo⁸. » Quant à Jean Verjans, militant du SeP et pilier du Mouvement Ouvrier Chrétien à Liège, il fait référence à l'esprit de l'appel de Coronmeuse de 1981, qui proposait une plate-forme de revendications communes entre partis progressistes et syndicats⁹. Son enthousiasme est toutefois tempéré par José Daras qui réplique (au cours d'une conférence de presse) « qu'il n'est pas question d'union des progressistes ou de vieilles lunes de ce genre¹⁰ », démontrant par là une certaine divergence de vues sur

6 *Le Soir*, 24 septembre 1985.

7 JACKY MORAËL, *Génération vertes. Regards croisés sur 30 ans d'écologie politique*, Namur, Etopia, 2014, p. 316.

8 *Le Soir*, 18 novembre 1987.

9 *Le Drapeau Rouge*, 20 novembre 1987.

10 *Ibid.*

le sens exact de l'accord : si, pour les membres de SeP, leurs idées vont faire évoluer les écologistes, pour les verts, SeP est bel et bien absorbé par Ecolo.



José Daras, Jacky Moraël pour Ecolo, et Vincent Lurquin pour SeP, lors d'une conférence de presse en 1987.

Cette absorption voit de nouvelles figures entrer au sein du parti, et en particulier celle de Marcel Cheron. Né en 1957, il a fait des études d'historien à l'UCL qu'il terminera au tournant des années quatre-vingt après avoir consacré son mémoire à l'antimilitarisme au Parti Ouvrier Belge dans les années 20. Maniant un humour qui se transforme souvent en ironie, il fait un bref passage dans l'enseignement avant de devenir conseiller communal à Nivelles en 1987. Il figure d'abord en seconde place sur la liste pour la Chambre aux législatives de 1987 dans l'arrondissement de Nivelles et devient rapidement secrétaire fédéral à partir de 1988. Sa complicité avec Jacky Moraël est très grande. Les deux hommes se comprennent et apprécient les mots bien placés, piquants quand il faut. Rapidement, le duo apparaît comme l'épine dorsale de la direction d'Ecolo. D'autant plus qu'à l'époque, le SF, qui reste pléthorique, est largement bénévole.

LES VAGUES DE L'ÉLECTORAT VERT

Politiquement, 1986 est pourtant une année difficile pour les écologistes. La présence du parti socialiste dans l'opposition les relègue au second plan. Poursuivant sa politique d'assainissement des finances publiques, le gouvernement Martens VI cabre contre lui de nombreux mouvements. Le conclave de Val Duchesse d'avril-mai 1986 et son plan de réduction des dépenses publiques touche toutes les composantes de l'État, y compris la Sécurité sociale, pour un montant total de 195 milliards de francs. Difficile de parvenir à exister dans ce cadre.

Ce seront deux événements externes qui permettront à Ecolo de retrouver ses couleurs : l'accident nucléaire de Tchernobyl, en 1986, qui remet les questions environnementales sur le devant de la scène, et la chute du gouvernement Martens VI sur la pierre d'achoppement des Fourons¹¹. Les mises en garde solitaires des années 70 contre le danger nucléaire sont confirmées par les faits, même si l'événement survient dans un bloc communiste sur le point de s'effondrer¹². À la fin de 1987, les retombées de la catastrophe nucléaire retiennent toujours l'attention de l'opinion lorsque le gouvernement Martens tombe. L'agenda politique belge va alors être dominé par l'enjeu communautaire. En réalité, la fin du gouvernement de centre-droit s'explique surtout par l'exaspération que le jeune ministre du Budget, le très néo-libéral Guy Verhofstadt, provoque au sein du Mouvement Ouvrier Chrétien flamand et francophone¹³.

La convocation d'élections anticipées permet au parti socialiste de déployer ses ailes économiques et régionalistes. Après cinq ans d'opposition, le PS fait campagne sur la critique de la politique d'austérité du gouvernement de centre-droit et sur la défense de la Wallonie en plaçant sur ses listes des militants wallons comme José Happart, Jean Mottard ou Yves de Wasseige¹⁴.

11 Les partis flamands et francophones se déchirent sur la question de savoir si un bourgmestre doit ou non parler la langue de la région dans laquelle se situe sa commune.

12 PASCAL DELWIT, JEAN-MICHEL DE WAELE, *Ecolo, op.cit.*, p. 71 ; *Ecolo-Info*, supplément au n°77, octobre 1986, p. 13.

13 MARNIX BEYEN, PHILIPPE DESTATTE, « Un autre pays, Nouvelle histoire de Belgique, 1970-2000 », in *Nouvelle Histoire politique de la Belgique contemporaine de 1830 à nos jours*, vol. 9, Michel Dumoulin, Vincent Dujardin et Mark Van den Wijngaert (dir.), Bruxelles, Le Cri, 2009, p. 179.

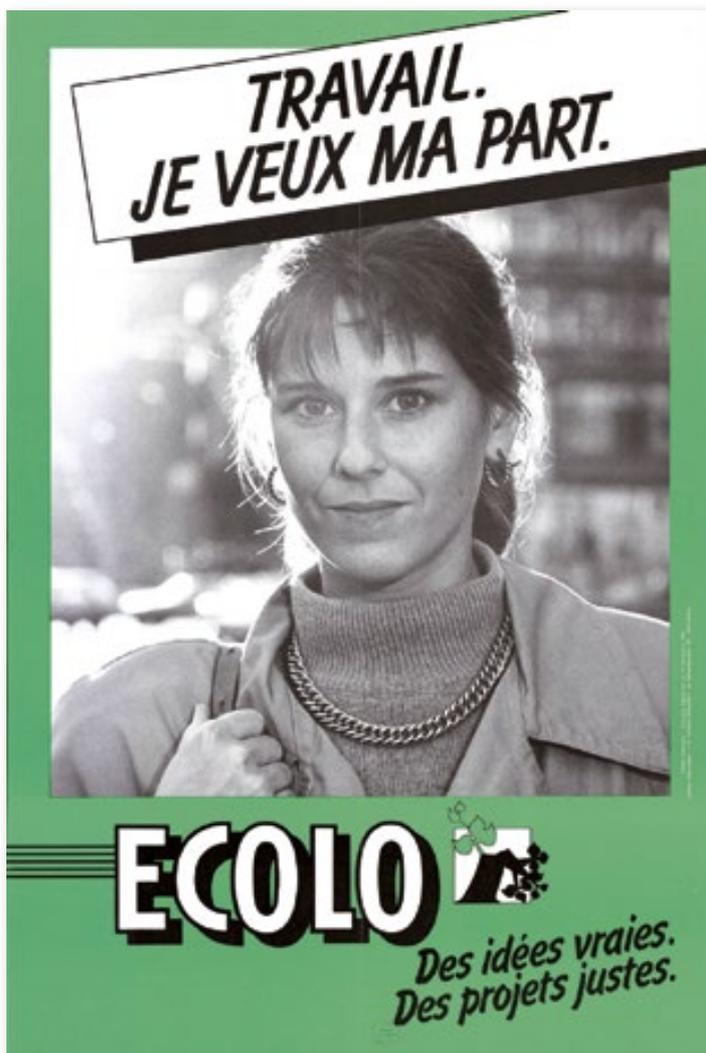
14 « Guy Spitaels », in *Encyclopédie du Mouvement Wallon*, t. 3, Paul Delforge, Philippe Destatte, Micheline Libon (dir.), Namur, Institut Jules Destrée, 2001, p. 1495.

Avec un score qui avoisine les 44 % dans les arrondissements wallons¹⁵, il est le grand vainqueur des élections du 13 décembre 1987. Pour Ecolo, le coup est rude. Le parti perd ses deux députés hennuyers et doit se contenter de 6,7 % avec 157 988 voix à la Chambre (pour 152 483 en 1985). Trois députés au total sont élus : deux à Bruxelles (Xavier Winkel et Henri Simons) et un à Liège (José Daras). Au Sénat, les verts francophones envoient deux élus directs (Denise Nélis et Jean-François Vaes), tandis que Paul Lannoye entre dans la haute assemblée grâce à sa cooptation à Namur. Aux fondateurs que sont Lannoye, Daras et Vaes se joignent des personnalités comme Simons, Winkel et Nélis qui ont rejoint Ecolo en 1982 et 1983. Leur profil est résolument social : Henri Simons a été animateur en maison de jeunes avant de travailler pour *Food and Disarmament International* et le MRAX, Xavier Winkel est un des fondateurs des *Amis de la Terre-Belgique*, puis ouvre un café-restaurant écologique à Schaerbeek, *Le Gaspi*, tandis que Denise Nélis, militante syndicale longtemps courtisée par le PS, terminait une carrière d'assistante sociale dans la centrale électrique thermique de Monceau-sur-Sambre.



Denise Nélis, première élue écologiste issue des luttes sociales et du monde du travail.

15 MABILLE, XAVIER. « Le Parti socialiste. Évolution 1978-2005 », in *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 1867-1868, no. 2-3, 2005, p. 5-65.



Affiches d'Ecolo pour la campagne électorale de 1987 (Centre d'archives privées Etopia).

Malgré le score, dès le lendemain du scrutin, les verts sont invités à participer à des négociations gouvernementales pour la Région wallonne et choisissent de ne pas se départir d'une attitude résolument constructive. Ce « pragmatisme » qui s'ancre d'abord et avant tout dans une conscience de l'urgence à mettre en place des réformes dans les domaines écologique et démocratique séduit nombre de déçus des partis traditionnels qui veulent à la fois exprimer leur grogne et soutenir un courant qui offre la perspective d'une évolution positive du système politique belge.



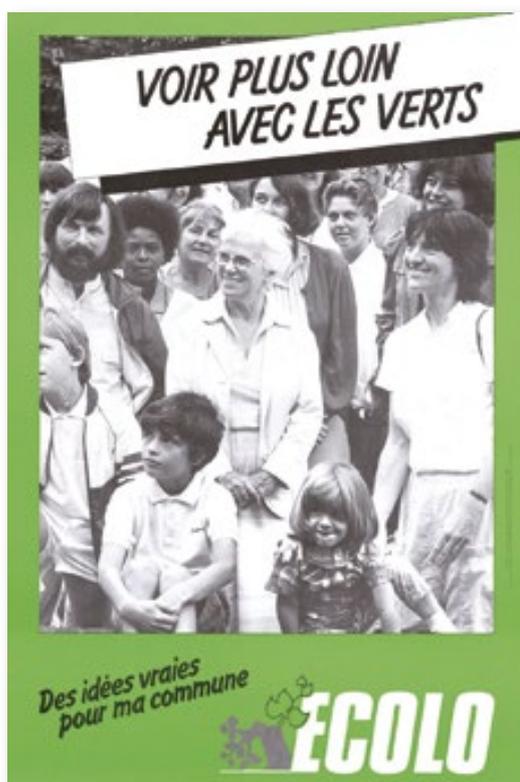
Parmi les multiples actions entreprises par les militants d'Ecolo à la suite de l'accident de Tchernobyl, figure le blocage en gare de Liège-Guillemins du train ralliant Moscou (Centre d'archives privées Etopia).

Ces négociations régionales de fin 1987 ne représentent pourtant pas encore une réelle opportunité de montée au pouvoir pour les écologistes. La manœuvre, ourdie par le PS, vise avant tout à appâter le PSC. Comprenant qu'ils sont manipulés, sentant qu'ils ne parviennent pas à peser sur les agendas, les écologistes quittent la table des négociations au début de l'année 1988, tandis que socialistes et sociaux-chrétiens parviennent à former des majorités aux différents niveaux de pouvoir.

Le « sauvetage » de l'élection de décembre 1987 permet de contester l'annonce de la disparition programmée d'Ecolo. L'arrivée de nouveaux membres, l'accession des socialistes au pouvoir et la prise en considération des enjeux environnementaux suite à Tchernobyl donnent également des atouts dont les verts doivent se saisir. C'est dans ce contexte que le parti

avance vers les élections communales de 1988. Celles-ci représentent une première étape de ce redéploiement.

Du 30 juin au 3 juillet 1988, 150 militants se réunissent durant plusieurs jours à Namur pour plancher sur ces élections. Ces quatre journées de formations intitulées « Des communes pour préparer le 21^e siècle » permettent de développer une véritable « doctrine communale¹⁶ ». La volonté est de présenter le plus possible des listes Ecolo homogènes et d'éviter les listes de rassemblement. Ne souhaitant pas rééditer certaines déconvenues survenues en 1982, les écologistes ont la volonté d'apparaître en tant que parti adulte et autonome, et non pas en tant que rassemblement de progressistes. Cette volonté se manifeste par des exigences post-électorales plus précises en cas de participation à de futures majorités. Les points d'entrée en négociation – et les points de rupture – sont définis en tenant compte des leçons tirées de la législature communale écoulée à Liège-Ville.



L'affiche électorale d'Ecolo pour les élections communales d'octobre 1988 (Centre d'archives privées Etopia).

16 BENOIT RIHOUX, « Le parti Ecolo aux élections communales de 1982 et 1988. Stratégies, résultats et perspectives », Colloque : « Les élections communales et leur impact sur la politique belge » (Spa, du 02/09/1992 au 04/09/1992), in *Crédit communal de Belgique*, Vol. 8, no. 87, 1992, p. 10.

Les élections qui se tiennent le 9 octobre 1988 voient la victoire des socialistes, majoritaires dans toutes les villes wallonnes de plus de 50 000 habitants à l'exception de Mouscron et de Verviers. Du côté d'Ecolo, les résultats permettent de renforcer progressivement son implantation locale. Bien que son taux de couverture passe modestement de 32,7 % en 1982 à 37,7 % en 1988¹⁷, soit de 89 listes à 100, le nombre d'élus grimpe de 79 à 123. Les écologistes sont cependant exclus de la majorité historique de Liège-Ville, sans pour autant être sanctionnés dans les urnes. Bien que maintenant leurs six élus, les verts sont débarqués au profit d'une coalition entre socialistes et sociaux-chrétiens, ces derniers ayant rompu le cartel qui les unissait aux libéraux. Le bilan liégeois témoigne pourtant de plusieurs réalisations emblématiques, comme le plan d'aménagement définitif du chancre de la Place Saint-Lambert, mais aussi de retards dans les différents projets alors programmés. L'état des finances, calamiteux, a pesé sur les ambitions de la majorité. L'ambiance difficile au sein du collège joue tout autant : les écologistes avaient été imposés en 1982 par la force des choses au bourgmestre socialiste Edouard Close, qui n'a que peu d'estime pour ceux qu'il voit surtout comme des « trublions ». Le choc de deux cultures politiques différentes dans une ville marquée par les destructions urbaines et une faillite budgétaire ne favorise pas l'émulation entre les partenaires. Plusieurs projets portés par les écologistes aboutiront néanmoins, tels que la création d'outils de participation – comme les comités de quartier – et d'aménagement urbain, ce qui vaudra d'ailleurs ces mots à William Ancion, nouvel échevin de l'urbanisme en 1988 : « ne changez rien à ce qu'ont mis en place les écolos ! ».

À Bruxelles-Ville, c'est Michel Van Roye, fils de l'ancien sénateur Pierre Van Roye, qui est désigné au collège de la capitale en tant qu'échevin de l'Environnement et de la Participation. Le nouveau mandataire, soucieux de ne pas répéter les erreurs de la participation dans la Cité ardente, se voit octroyer l'Environnement dans une majorité hétéroclite rassemblant le PSC, le CVP, le PS et la Volksunie, et dirigée par le socialiste Hervé Brouhon. La locale bruxelloise d'Ecolo a assorti sa participation d'un calendrier très strict de mise en œuvre de ses priorités : collecte sélective

17 Soit le rapport entre le nombre de communes où Ecolo dépose des listes et le nombre total de communes (Pascal Delwit, Jean-Michel De Waele, *Ecolo, op.cit.* p. 141-146).

d'immondices, ouverture du journal communal à l'opposition, création d'un service d'éco-conseil, droit d'interpellation citoyen au conseil, consultation de la population concernant le plan de secteur, réduction de la publicité dans l'espace public et concertation avec les populations d'origine étrangère¹⁸. La réalisation la plus symbolique de cet échevinat restera la piétonisation définitive de la Grand Place de Bruxelles.

Enfin, les participations aux collèges échevinaux de Pont-à-Celles, Ham-sur-Heure, Ottignies-Louvain-la-Neuve et Court-Saint-Étienne viennent compléter les majorités marquées par une présence verte¹⁹.

ECOLO PROFESSIONNALISE SA COMMUNICATION

Ces différents succès électoraux ne dépendent pas seulement d'opportunités politiques extérieures. Une nouvelle culture de la communication commence à prendre racine au sein du parti écologiste, jusqu'alors peu ouvert aux techniques de marketing politique. Pour les élections de 1987, Ecolo a fait appel à une agence de communication pour l'aider à concevoir ses campagnes. « Nous avons des ambitions démesurées avec un budget plus que mesuré : de 3 à 4,5 millions de francs », explique le secrétaire fédéral Jacky Moraël chargé des relations avec l'agence JML (Jean-Marie Liesse) : « jusqu'à présent, Ecolo n'avait pas de visages sur ses affiches. Cette fois, nous aurons trois affiches, une par thème essentiel, avec trois personnages qui ne seront pas des candidats, mais des images dans lesquelles les gens pourront se reconnaître²⁰ ».

Cette inflexion dans la politique de communication d'Ecolo, qui entend ne pas sacrifier les principes de la « politique autrement », caractérise bien la montée en puissance d'un jeune loup dont le regard pénétrant de séducteur latin tranche singulièrement avec les lunettes et les barbes fleuries qui ont jusque-là incarné l'écologie politique en Wallonie et à Bruxelles.

18 *Le Soir*, 21 octobre 1988.

19 DANIEL BURNOTTE, PASCALE TOUSSAINT, *Ecolo : un système de pensée et une recherche de fonctionnement collectif démocratique*, Mémoire de fin d'études, Université Catholique de Louvain, Faculté Ouverte de Politique Economique et Sociale (FOPES), Septembre 1998, p. 229.

20 *La Cité*, 17 novembre 1987.

Le cou serré dans une cravate impeccable dépassant légèrement de son imperméable mastic, ce diplômé en journalisme se lance dans la visite d'entreprises industrielles que la presse locale rapporte avec un intérêt prononcé pour la dissonance cognitive qui est ainsi produite. Dès 1987, Ecolo entend montrer que l'économie et l'écologie peuvent faire très bon ménage, ce qui ne manque pas de susciter l'intérêt des médias qui aiment jouer sur les clichés qu'ils ont eux-mêmes entretenus. Progressivement, une nouvelle image d'Ecolo se développe, cherchant à se départir de l'image « Ecolo-folklo » qui lui colle comme de la glu²¹. Pour ce faire, Jacky Moraël, qui incarne de plus en plus le parti aux yeux du « monde extérieur », ancre résolument son discours sur des thématiques plus généralistes, en n'ayant plus peur de recourir à des concepteurs professionnels pour les messages à porter.



À la fin des années 80, le trio Lannoye-Daras-Moraël (ici en conférence de presse en 1987) sera à l'articulation des réformes internes d'Ecolo afin de permettre une meilleure communication pour le parti (Photo Belga).

21 *Le Soir*, 28 novembre 1991.

C'est qu'au milieu des années 80, la perception d'Ecolo reste associée à celle d'une contre-culture, d'un contre-pouvoir, d'un parti contestataire, représenté par de joyeux drilles à grosses moustaches et aux pulls qui grattent. L'image de Deleuze arrivant sur un tandem le premier jour de son mandat de député reste dans les esprits. Si l'image est sympathique, le sentiment demeure celui d'un parti centré sur les seuls enjeux environnementaux. Même s'il sait que la vérité en est éloignée, Moraël va travailler sur cette perception pour la retourner. En bon communicateur, il veut que « le discours corresponde au vécu du public » et en l'occurrence qu'Ecolo puisse se libérer d'une image trop critique par rapport au monde syndical, entretenue notamment par la proposition verte d'allocation universelle. Ce travail sur la perception sera important dans la stratégie de communication voulue par celui qui est secrétaire fédéral du parti depuis décembre 1986.

Cette stratégie, évolutive, est portée entre 1986 et 1989 par le trio Lannoye-Moraël-Daras. L'entente entre les trois hommes est réelle, et les objectifs en termes de réformes internes, de communication externe et de stratégie politique sont partagés. L'ambition est d'inscrire les écologistes dans l'héritage de la gauche tout en refusant d'être réduits à une vision de gauche traditionnelle voire conservatrice : « Seuls les Ecolos sont encore progressistes » lance d'ailleurs Moraël dans *Le Peuple*, en juin 1989. Ecolo oriente ainsi sa communication sous un angle novateur et progressiste, insistant sur une ouverture aussi bien vers le monde économique (les patrons et les indépendants) que social (les syndicats). Petit à petit, la construction de la communication s'organisera sur une lisibilité plus grande tant en termes de fond que de forme. Les phrases chocs, les concepts clairs, comme la publication d'une « Lettre ouverte à ceux qui pensent que la crise est finie » en 1991, l'approche plus généraliste, et des prises de positions très politiques amènent un nouveau regard vers Ecolo, renforcé par les succès électoraux entre 1988 et 1991.

**LETTRE OUVERTE
A CEUX
QUI PENSENT
QUE LA CRISE
EST FINIE**



Septembre 1991

Publié en septembre 1991 sur un ton engagé voire virulent, la « Lettre ouverte à ceux qui pensent que la crise est finie » est rédigée par Jacky Moraël. Présenté comme un pamphlet, le texte ambitionne de considérer les crises en cours sous tous les angles et de dénoncer « les mécanismes du système » (Centre d'archives privées Etopia).

Ce travail sur l'idée qu'Ecolo est désormais un parti généraliste ne s'impose pas de lui-même. La nouvelle stratégie de communication passe par une professionnalisation de cette communication. Moraël le reconnaîtra d'ailleurs lui-même : « Je me bats depuis 1986 pour imposer le recours à des concepteurs professionnels pour nos messages, même si nous gardons évidemment la main sur le fond des discours²². » Comme le soulignera plus tard Eric Biérin, l'idée centrale est « la pertinence dans l'impertinence. » Ce dernier sera d'ailleurs un artisan de cette nouvelle manière d'organiser la parole d'Ecolo. Engagé en 1992 comme responsable du service de presse, sympathisant d'Ecolo sans être membre du parti, il va en bouleverser les pratiques. Jusqu'alors, les attachés de presse du parti étaient plus des boîtes aux lettres voire des techniciens de la communication, qui tenaient à jour le listing des journalistes. Or, dans la stratégie de Moraël, une telle conception d'un service de presse n'était pas suffisante. En recrutant Biérin, Jacky Moraël, qui est un boulimique des infos, trouve un complément qui structure la communication et l'organise de manière stratégique. Des points presse sont tenus presque quotidiennement, analysant les déclarations qui font l'actualité. Les communiqués sont repensés autour de slogans qui font mouche tandis que les débats sont organisés autour d'une vision ensuite conceptualisée par un message. Enfin, Biérin, tel un ambassadeur, fait le siège des rédactions et entretient des relations soutenues avec l'ensemble des journalistes politiques et des chefs de rédaction. À ce renforcement du service presse est accolée une nouvelle utilisation de la consultance et des études d'opinions. Une nouvelle relation de confiance s'instaure avec les médias. Moraël, très à l'aise dans ce milieu, joue des « off » et des échanges informels, ce qui renforce sa crédibilité au sein d'un milieu qui continue à mal connaître des élus verts peu enclins à jouer avec les codes de la communication.

Cependant, en interne, les critiques acerbes existent à l'égard d'une présidentialisation en cours, renforcée par la mobilité horizontale des dirigeants au sommet du parti, passant d'un groupe parlementaire à l'autre quand ce n'est pas par la direction. La manière dont la communication se fait et se rapporte est pointée du doigt. Un mécontentement existe du fait que le SF n'informe pas de tout, tout le temps. Ce choix est volontaire. La tête du parti détaille sa stratégie visible dans les réunions internes mais

22 *Le Soir*, 28 novembre 1991.

garde pour elle sa stratégie plus confidentielle. En souhaitant développer des contacts informels et en organisant une manière de communiquer qui repose sur des intentions qui ne peuvent être dévoilées, le secrétariat fédéral souhaite protéger ses arrières. Car les craintes existent que tout déballer devant quarante ou cinquante personnes au « Secrétariat fédéral élargi » du vendredi soir ou au Conseil de Fédération entraîne un risque de retrouver les plans d'Ecolo étalés dans la presse quelques jours après. La cohésion politique n'est pas très élevée et les querelles d'egos sont assez présentes. Une situation qui offre peu de garanties de confidentialité. C'est ce que le couple Moraël-Biérin résumera en affirmant qu'« avoir une stratégie de communication, ce n'est pas communiquer sa stratégie. » Cette manière de faire sera longtemps dénoncée par certains opposants internes, contribuant notamment à façonner l'image d'un leader qui joue *solo*.

UNE MODERNISATION DE LA STRUCTURE INTERNE

Cette tension s'explique par le rôle central et constant que Jacky Moraël occupera entre 1987 et 1991, incarnant une certaine permanence du leadership dans une structure mouvante. En quatre ans, pas moins de six changements de secrétaires fédéraux (SF) seront réalisés, essentiellement à la suite de leur élection en tant que parlementaires. Au Conseil de Fédération d'octobre 1987, Pierre Jonckheer est chargé de remplacer Henri Simons, qui devient député à la Chambre en lieu et place de Jacques Preumont. Ce dernier, qui a cherché à organiser les mécontents de Neufchâteau/Virton, finit en effet par être exclu d'Ecolo en septembre 1986, pour non-respect des règles de réciprocité²³. Il démissionnera de son poste de député en octobre 1987, ce qui ouvre la place à son suppléant, Henri Simons. Le turn-over des secrétaires fédéraux continue en 1988, avec le remplacement en janvier de Paul Lannoye, devenu sénateur coopté, par Georges Trussart. En mars 1988, une nouvelle Assemblée Générale élit Martine Dardenne, Pierre Jonckheer, Jacky Moraël, Marie Nagy et Georges Trussart, qui resteront en place jusqu'en août 1989, moment où Marie Nagy et Martine Dardenne, devenues parlementaires, sont remplacées par Marcel Cheron et Bruno Thiéry. Avant une nouvelle

23 Le contrat de réciprocité signé entre chaque élu et Ecolo impose aux élus de reverser une partie de leurs rémunérations appelées rétrocessions.

modification, en novembre de la même année, qui voit l'élection d'un nouveau secrétariat fédéral, rassemblant Marcel Cheron, Jacky Morael, Claude Adriaen, Didier Paternotte et Salvatore Miraglia. De tous ces changements, seul Jacky Morael est rescapé de l'équipe de décembre 1986, situation qui lui donne le seul rôle stable dans l'instabilité. Lui et Marcel Cheron seront d'ailleurs les deux premiers secrétaires fédéraux rémunérés.

Outre ces changements de personnes, le poste de secrétaire fédéral connaît de nombreuses modifications au croisement des années quatre-vingt et nonante. Une révision des statuts, en 1989, prévoit que « la fonction de Secrétaire fédéral peut être une fonction à temps plein ou partiel et rémunérée comme telle par le Mouvement ». Un projet de professionnalisation du SF est également porté, envisageant notamment sa réduction à trois membres, mais finit par échouer. Ce n'est qu'en 1994, avec l'Assemblée générale de Huy-Burdinne que la structure de direction changera de manière décisive en passant à trois membres, élus en équipe (et non plus individuellement) tout en doublant la durée du mandat. Une réforme que les Grünen allemands avaient opérée quelques années auparavant mais que nombre de partis verts mettront encore des années avant d'adopter.

Outre la transformation de la direction, le parti se structure plus solidement à partir de 1987. L'impulsion donnée par Jacky Morael y contribue largement. Les rentrées financières sont réorientées pour soutenir la professionnalisation des cadres, tandis que la production idéologique, via la mise en place de nouvelles commissions, s'oriente vers des terres jusque-là inconnues ou délaissées. La professionnalisation se traduira par une augmentation du nombre des salariés. En 1990, Ecolo dispose de 31 postes à temps plein. La victoire de 1991, qui amène de nouveaux moyens financiers, fera grimper ce nombre. L'augmentation des ressources est également importante : alors qu'en 1989, Ecolo fonctionne avec un budget de 30 millions de francs, le parti passe en 1992 à 97 millions de francs. La croissance de la dotation publique ne s'explique pas seulement par la croissance du nombre de voix. À la même époque, une réforme profonde du financement des partis a considérablement restreint les dons privés, qui posaient de nombreux problèmes. La fin de ces possibilités de donation et l'implication plus grande des pouvoirs publics dans le financement des organisations politiques ayant des élus transformeront profondément les partis et leur comptabilité.

LES SECRÉTAIRES FÉDÉRAUX D'ECOLO DE DÉCEMBRE 1986 À FÉVRIER 1997

DÉCEMBRE 1986	Martine Dardenne, Daniel Comblin, Paul Lannoye, Jacky Moraël et Henri Simons
OCTOBRE 1987	Au Conseil de fédération d'octobre, désignation de Pierre Jonckheer, en remplacement de Henri Simons (qui remplace Jacques Preumont à la Chambre).
JANVIER 1988	Au Conseil de fédération de janvier, remplacement de Paul Lannoye, devenu sénateur coopté, par Georges Trussart (<i>ad interim</i> jusqu'à l'AG de mars 1988)
MARS 1988	Martine Dardenne, Pierre Jonckheer, Jacky Moraël, Marie Nagy et Georges Trussart
AOÛT 1989	Au Conseil de fédération d'août, remplacements de Marie Nagy et Martine Dardenne, devenues parlementaires, par Marcel Cheron et Bruno Thiéry
NOVEMBRE 1989	Marcel Cheron, Jacky Moraël, Claude Adriaen, Didier Paternotte et Salvatore Miraglia
DÉCEMBRE 1991	Au Conseil de fédération, remplacement de Marcel Cheron et Jacky Moraël, élus députés, par Daniel Burnotte et Vincent Decroly (<i>ad interim</i> jusqu'à l'AG de mai 1992)
MAI 1992	Daniel Burnotte, Vincent Decroly, Anne-Marie Latteur, Roland Libois
JUIN 1992	À l'Assemblée générale, élection d'un cinquième secrétaire fédéral : Gérard Lambert
JUIN 1993	À l'Assemblée générale, démission de Roland Libois remplacé par Denise Nélis
JANVIER 1994	Jacky Moraël, Isabelle Durant et Dany Josse
FÉVRIER 1997	Au Conseil de fédération de février, remplacement de Dany Josse par Jean-Luc Roland

DISTRIBUTIONS EXCLUSIVES EN BELGIQUE ET À L'ÉTRANGER

Editions Etopia,
Centre d'animation et de recherche en écologie politique
52 avenue de Marlagne à 5000 Namur
info@etopia.be – <https://etopia.be>

Editions Etopia
978-2-930558-25-7
Imprimé en Belgique - 2021
Dépôt légal D/2021/11.983/2

RELECTURES :

Christophe Derenne, Véronique Rousseaux, Marc Terwagne, Baptiste Erkes, Alexandre Azer-Nessim

RECHERCHE ICONOGRAPHIQUE :

Jonathan Piron, Szymon Zareba, Christophe Derenne, Angela Camboni, Valentine Biernaux

MISE EN PAGE :

Ex Nihilo

REPRODUCTION DE PHOTOGRAPHIES :

L'auteur s'est efforcé d'appliquer les prescriptions légales concernant les droits d'auteurs et copyright. Quiconque se considère autorisé à faire valoir des droits est prié de s'adresser à l'auteur ou à son éditeur.

Tous droits de reproduction, par quelque procédé que ce soit, d'adaptation ou de traduction, réservés pour tous pays.

L'écologie et l'action politique sont des thèmes brûlants à l'aune des transformations climatiques qui affectent ce XXI^e siècle. La transformation de nos modes de production et de consommation est souvent considérée comme une étape essentielle pour atténuer les changements en cours et nous adapter. Mais l'action politique en Belgique est contrainte par de nombreux aspects, parfois méconnus, et dont les décideurs doivent impérativement tenir compte.

Ce livre raconte comment Ecolo s'est inséré progressivement, autour des années '90, au cœur de l'État belge, par sa participation aux réformes de l'État, puis ses premières participations gouvernementales. Il explique la confrontation de cette organisation aux obstacles qui se sont dressés devant elle.

De la professionnalisation d'un parti politique à l'exercice du pouvoir, avec ses exigences et ses remises en question, l'ambition de cet ouvrage est de décrire l'exercice quotidien de la chose politique en Belgique, à la lueur des confrontations internes d'Ecolo et de ses relations aux autres partis. Ce récit détaillé et documenté ne se limite pas à la vie interne de ce jeune parti. Il reprend aussi quelques grandes questions centrales d'une actualité chaque jour plus marquante.

Ce deuxième tome aborde la montée en puissance d'Ecolo sur la scène politique et sa participation au pouvoir, de 1987 à 2004.

Préface d'**ISABELLE DURANT**



BENOÎT LECHAT †

Né en 1960, philosophe et journaliste, il fut porte-parole d'Isabelle Durant puis responsable des publications d'Etopia et rédacteur-en-chef du Green European Journal. Auteur du tome 1 (Ecolo, la démocratie comme projet – 1970-1986), il est décédé en 2015.



JONATHAN PIRON

Né en 1980, historien, il est coordinateur du pôle prospective d'Etopia et professeur de relations internationales contemporaines à Helmo (Liège).



ISBN 978-2-930558-25-7
DÉPÔT LÉGAL D/2021/11.983/2
PRIX TTC : 15€

